

Le bénévolat

La plupart des bénévoles travaillent de nombreuses heures sans compensation financière et souvent sans aucune reconnaissance. C'est une chose dont nous devrions parler au comité. Il importe de reconnaître d'une façon quelconque la participation des bénévoles qui sont si dévoués et qui donnent une si grande part d'eux-mêmes. Faute de toucher des honoraires pour couvrir leurs dépenses, comme la députée le propose, il faudrait au moins leur délivrer un papier quelconque. Une des choses que j'avais proposées, c'est que les personnes qui travaillent au foyer puissent faire état de leur compétence dans les services communautaires sur leur curriculum vitae, lorsqu'elles se mettent à la recherche d'un emploi. Souvent les femmes n'ont jamais eu d'emploi rémunéré et il serait donc utile d'avoir la preuve de leur expérience de bénévole. J'avais demandé à l'ancien ministre libéral de l'Emploi et de l'Immigration si ce n'était pas une initiative que les centres d'emploi du Canada pouvaient prendre.

Il est important également que l'on verse une forme de rétribution à certains bénévoles, notamment lorsqu'ils ont peu de revenus, mais des compétences tout aussi valables et peut-être une motivation plus grande pour travailler dans leur milieu, alors qu'ils ne peuvent se le permettre, car cela entraîne des frais tels que le transport en autobus ou la garde des enfants.

Avant de continuer, je voudrais mentionner une chose. Si je comprends bien ce qu'a dit la députée, le bénévole typique est marié et a un revenu supérieur à \$20,000. Permettez-moi de relater une expérience que j'ai eue dans le cadre d'un travail bénévole auquel j'ai participé pendant de nombreuses années. Il s'agissait d'un service très productif, en Colombie-Britannique, composé de mères assistées sociales qui avaient créé un programme—le Vancouver Opportunities Program—qui s'est avec le temps étendu à toute la province. Elles avaient décidé que, pour sortir du piège de l'assistance, il leur fallait acquérir de l'expérience et, pour ce faire, il y avait beaucoup de services où elles pouvaient prêter main-forte.

Elles ont mis sur pied un programme que leur permettait de faire un certain nombre d'heures par semaine, à titre bénévole, sans prendre le travail de quiconque, dans des écoles, des projets d'aide, des garderies, des bibliothèques et beaucoup d'autres organismes ou services. A une époque, ce programme regroupait plusieurs milliers de femmes. L'un des encouragements, c'est qu'elles recevaient un supplément d'assistance de \$100 pour couvrir leurs frais et leur donner un coup de main. Il n'y a pas de doute que cet argent était nécessaire également.

Je connaissais un grand nombre des participants, la plupart des femmes, bien que les hommes y aient été admis plus tard. Beaucoup ont fini par trouver un emploi à caractère paraprofessionnel. Elles ont suivi des cours et certaines travaillent dans l'administration des logements publics ou comme spécialistes dans des organismes d'aide sociale. Certaines sont même sur le marché normal du travail. C'est le genre de programme qu'il serait intéressant d'étudier en comité.

Nous voulons également reconnaître l'importante contribution de nombreuses organisations bénévoles. Dans ma circonscription celle de Vancouver-Est, je suis fier de dire qu'il existe probablement plus d'organismes bénévoles que dans n'importe quelle autre localité canadienne. Pourtant, cette circonscription est surtout constituée de personnes à faible revenu provenant de nombreux groupes ethniques. Il y a de nombreuses

organisations ethniques où les gens travaillent bénévolement. Citons, par exemple, les Chinois, les Italiens, les Indiens, les Portugais, les Coréens et les Japonais. En plus, il y a les autochtones qui viennent de régions rurales et forment leurs propres organismes d'aide, de sorte que personne ne reste prisonnier de ces problèmes de la rue qui sont si fréquents.

● (1800)

Des groupes de planification locale, assistés des services municipaux, ont préparé des plans dans cinq secteurs de ma circonscription. Ils ont passé des heures et des heures, avec beaucoup de compétence, à préparer des plans et des projets qui amélioreraient le quartier. Je suis aussi très fier d'un groupe que j'ai aidé à organiser—le Strathcona Property Owners and Tenants Group—et qui a totalement bouleversé la nature des programmes de rénovation urbaine que nous avions. Il y a 15 ou 20 ans, quand il a été créé, il a servi à redéployer la communauté chinoise du centre de Vancouver. Il y a des représentants de quartier et toutes sortes de réunions bilingues qui reçoivent de nombreux renforts bénévoles de gens qui y consacrent des heures. C'est la même chose pour la Downtown Eastside Residents Association qui représente un quartier de Vancouver dont on disait que c'étaient des taudis dont on ne pouvait rien tirer. Les gens se sont organisés. Il est tout simplement stupéfiant de voir le genre de choses qu'ils ont faites pour améliorer les services, construire de nouveaux logements et transformer le quartier en véritable collectivité. Ce ne sont que quelques exemples. Je sais que les députés en ont de nombreux autres à citer.

Des volontaires s'occupent des centres communautaires, des centres de quartier et des programmes sportifs. Je tiens à dire qu'il est très important à mon avis de voir très soigneusement ce que ne devraient pas faire les volontaires. Il est important par exemple qu'ils ne remplacent pas les services publics essentiels. Il est important qu'ils ne donnent pas l'impression de remplacer des travailleurs payés et des professionnels essentiels à l'exécution des services prévus par la loi. Des gouvernements en difficultés peuvent facilement croire, et je sais que cela s'est produit en Colombie-Britannique, qu'ils peuvent faire des économies en laissant totalement tomber la fonction publique essentielle de services qui constituent un droit pour les Canadiens et qui doivent continuer à relever du législateur. Cela ne signifie pas pour autant que des volontaires ne puissent pas souvent s'ajouter à une équipe de professionnels, même dans ces services.

Nous sommes aussi contre la privatisation. J'espère qu'on n'est pas en train de proposer de confier certains de ces services essentiels au secteur privé dans l'espoir de faire des économies en faisant intervenir des volontaires, en supprimant des salaires et en sapant l'action des syndicats et des travailleurs qui se sont battus pour pouvoir obtenir un taux de paie décent. Récemment, il y a eu une véritable tragédie à Vancouver, où un centre de transition qui relevait du ministère des Ressources humaines a été confié au secteur privé. Le YWCA a essayé de le sauvegarder quelque temps, et en a été incapable. Il n'en avait pas les moyens. On est maintenant retombé dans le no